

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Les organisations syndicales SOLIDAIRES, CGT, FO et CFDT déplorent la situation de mise à mort de notre Administration orchestrée par le pouvoir politique en place.

En effet, nous le savons tous, le constat est sans appel quant aux destructions en cours dans notre administration et plus généralement dans la Fonction Publique :

- la géographie revisitée,
- la mise en place des agences comptables,
- la loi Dussopt sur la transformation de la fonction publique (LTFP),
- les suppressions d'emplois,
- la mise en place des CDD (contrats à durée déterminée) : un scandale sans précédent. En effet, il a été dernièrement publié sur différents sites privés de recrutements, donc hors fonction publique, tel celui de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), des offres d'emplois pour la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Certaines de ces offres sous contrat de 10 mois concernent des postes vacants, ou en passe de l'être, et qui ont été refusés à des titulaires ou des stagiaires lors des précédents mouvements de mutation !

La DGFIP supprime massivement des emplois statutaires mais recrute des contractuels...

La DGDDI n'est pas épargnée. Une dizaine de taxes seraient supprimées du réseau douanier, ce qui aura forcément un impact sur la DGDDI. Seraient ainsi perdues la gestion : des accises sur les tabacs et alcools, ainsi que les taxes intérieures de consommations sur la fiscalité énergétique (TICFE), le charbon (TICC) et le gaz naturel (TICGN). Soit un total de 36 milliards d'euros. Le nombre d'emplois impactés en Douane d'ici 2022 serait de l'ordre de 650, avec une disparition pure et simple des services dans nombre de départements.

Face à toutes les contres-réformes visant à l'annihilation, pour la DGFIP et la DGDDI, de leurs missions de service public et du statut des agents tels que nous les connaissons actuellement, il est plus que nécessaire, pour faire reculer ce gouvernement, de construire un large mouvement. Sur des mots d'ordre clairs, associant à chaque étape l'ensemble des personnels.

Nous sommes tous concernés, et les chiffres parlent d'eux mêmes avec un taux de grève le 16 septembre 2019 à la DGFIP avoisinant les 40 %.

Le mouvement de contestation est « en marche », les agents et leurs organisations syndicales ne faibliront pas.

Nous défendrons sans relâche nos droits et nos missions.

Dans ce contexte, les organisations représentatives du personnel refusent de siéger en ce GT de CHSCT.

Car comment bien accomplir nos missions, notamment de prévention et de lutte contre les risques psycho-sociaux (RPS), lorsque les emplois et les missions sont supprimés et que les charges de travail augmentent, générant du stress et par voie de conséquences augmentent les RPS.

Bobigny, le 19 septembre 2019